

BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR
Session 2010
ÉPREUVE D'ÉCONOMIE DROIT

PROPOSITION DE CORRIGÉ

La commission de choix de sujets a rédigé cette proposition de corrigé à partir des enrichissements successifs apportés aux différents stades d'élaboration et de contrôle des sujets. Pour autant, ce document ne vise pas l'exhaustivité mais tente simplement d'apporter à chaque question les éléments de réponse couramment admis par la communauté enseignante.

Il est donc tout à fait normal que certaines copies proposent des pistes voisines de celles du corrigé ou encore que des candidats aient choisi de développer certains points qui leur ont semblé correspondre à une compréhension plus large de la question posée. En aucun cas, une correction consiste à retrouver dans les copies, les propositions de correction. Il appartient aux correcteurs de ne pas se laisser « enfermer » par la proposition de corrigé et au contraire, d'analyser les productions des candidats avec intelligence en n'hésitant pas à valoriser ceux qui font preuve de capacités d'analyse et de réflexion.

Par ailleurs, certaines questions peuvent aborder des sujets qui font débat ou pour lesquels les savoirs ne sont pas encore stabilisés. Il en est ainsi de certaines thématiques propres à l'économie, particulièrement sensibles au contexte social et politique, ou encore dans le domaine du droit, notamment lorsque la jurisprudence n'a pas encore tranché clairement.

Les correcteurs doivent s'efforcer de faire abstraction de leurs propres positions et faire preuve d'ouverture d'esprit en cherchant avant tout à différencier les candidats en fonction de leur capacité à percevoir le sens d'une question et de la qualité de l'argumentation qu'ils développent.

En conclusion, les propositions de corrigés apportent des repères sur lesquels a été trouvé un large consensus. C'est ensuite à la commission de barème de les compléter par des éléments plus fins d'appréciation permettant de valoriser les candidats disposant d'un ensemble de connaissances organisé, d'un esprit d'analyse satisfaisant et capables de produire sous forme écrite le résultat d'une réflexion. En tout dernier lieu, c'est au correcteur que revient la lourde responsabilité de prendre le recul nécessaire par rapport au corrigé et d'évaluer les travaux avec un souci d'objectivité en n'oubliant pas que le niveau des candidats ne peut en aucune façon être comparé avec celui de l'université dans le domaine des sciences économiques et juridiques.

PREMIÈRE PARTIE : TRAVAIL MÉTHODOLOGIQUE (10 points / 20)

1. Comment l'acheteur est-il protégé lors de la formation d'un contrat de vente ?

L'acheteur est protégé lors de la formation du contrat de vente car le vendeur est soumis à trois obligations :

- *L'obligation d'informer.*
- *L'obligation de ne pas forcer.*
- *L'obligation de vendre.*

2. Citez les mentions présentes dans une offre de prêt qui permettent de protéger l'emprunteur.

L'offre préalable de prêt doit comporter :

- *Le nom et l'adresse du prêteur.*
- *Le nom ou le service acheté et son prix comptant.*
- *Les conditions de crédit : montant, taux d'intérêt, durée, nombre et montant des échéances, coût total.*
- *Un bordereau de rétractation.*

3. Que pensez-vous de la garantie contractuelle proposée par le concessionnaire dans le contrat de vente présenté en annexe 1 ?

La garantie contractuelle proposée par le concessionnaire est d'une durée de 6 mois. Or, l'article L211-7 du Code de la consommation dispose que les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de six mois à partir de la délivrance du bien sont présumés exister au moment de la délivrance, sauf preuve contraire. La garantie contractuelle proposée par REGEOT n'apporte aucun avantage à Monsieur Durand par rapport à la garantie légale de conformité.

4. Hypothèse n°1 : M. Durand a signé l'offre préalable de prêt auprès de sa banque (annexe 3). Il retourne 10 jours plus tard chez le concessionnaire mais la voiture a déjà été vendue. Qu'advient-il du contrat de prêt ? Justifiez.

Le contrat de prêt peut être rompu car il s'agit d'un crédit affecté ou « lié ». Le contrat de prêt est dépendant du contrat principal (contrat de vente). Donc Monsieur Durand (qui ne bénéficie plus du délai de rétractation) pourra rompre son engagement auprès de sa banque car le contrat de vente n'est pas formé.

5. Hypothèse n°2 : M. Durand a signé l'offre préalable de prêt et le contrat de vente (annexe 1) le 30 avril 2010. Le 2 mai 2010, il apprend qu'il va être licencié.

a) Il veut rompre l'engagement pris auprès de sa banque. Le peut-il ? Justifiez.

Monsieur Durand peut rompre son engagement car il bénéficie toujours du délai de rétractation de 7 jours. Il doit retourner le bordereau de rétractation dans ce délai pour renoncer au contrat de prêt.

b) Quelle conséquence la rupture éventuelle de cet engagement aura-t-elle sur le contrat de vente ? Justifiez.

Les deux contrats sont liés. Si Monsieur Durand rompt son engagement auprès de sa banque le contrat de vente est rompu également.

DEUXIÈME PARTIE : DÉVELOPPEMENT STRUCTURÉ (10 points / 20)

Dans un développement structuré, introduit et conclu vous traiterez le sujet suivant :

Les variations de l'euro ont-elles un impact sur l'économie française ?

INTRODUCTION

Accroche : l'euro est très souvent le bouc émissaire du déficit commercial

Définition des termes du sujet :

Variation : appréciation ou dépréciation de la valeur de l'euro par rapport aux devises étrangères

Euro : monnaie unique de 16 pays de l'Union Européenne

Délimitation du sujet :

Le sujet invite le candidat à cerner l'ensemble des impacts des variations de l'euro sur les différents agents économiques. Les conséquences des variations de l'euro doivent être analysées du point de vue de la France dans ses relations avec ses partenaires européens et avec le reste du monde.

Problématique :

Quelles sont les conséquences des variations de l'euro et comment affectent-elles l'économie française ?

Plans possibles :

Plan 1 :

- I. Les conséquences des variations de l'euro sur l'économie française
- II. L'euro : un garde fou contre les variations des taux de change

Plan 2 :

I. Les conséquences des variations de l'euro sur les relations économiques de la France avec les pays de la zone euro.

II. Les conséquences des variations de l'euro sur les relations économiques de la France avec le reste du monde.

ÉLÉMENTS DE CORRIGÉ

Les impacts sur les entreprises : les variations agissent sur la compétitivité des entreprises, sur leur compétitivité prix.

Prendre l'exemple actuel d'un euro fort qui engendre une perte de compétitivité des entreprises françaises exportatrices avec le reste du monde. Ce qui entraîne au niveau macro-économique une baisse des exportations et une augmentation des importations et donc un creusement du déficit commercial.

La démonstration inverse peut être faite par le candidat.

Ceci dépend du degré d'ouverture des économies et de leur spécialisation.

Les impacts sur les ménages : les variations agissent sur leur pouvoir d'achat.

Si l'euro est apprécié alors les produits importés seront vendus moins chers et donc seront plus abordables pour les ménages.

En outre, les entreprises françaises qui importent des produits pour être vendus sur le marché national ou qui délocalisent une partie de leur production pourront répercuter cette baisse sur le prix final.

Conséquences sociales des délocalisations : augmentation du chômage.

La démonstration inverse peut être faite par le candidat.

Les impacts pour l'État français : cela permet de stabiliser la monnaie et donc de lutter contre les risques inflationnistes.

Rôle de la BCE dans la fixation du taux d'intérêt directeur.

Pour les échanges intra-zone : La monnaie unique supprime le risque de change. Ainsi avec l'introduction de l'euro, le risque de change disparaît entre les pays de la zone euro qui sont nos principaux partenaires commerciaux. Impact neutre.

Pour les échanges avec le reste du monde :

L'euro s'impose comme valeur de réserve et attire l'épargne et les IDE : facteurs de croissance pour les pays de la zone euro et donc de la France.

L'euro s'impose de plus en plus comme valeur d'échange face au dollar ce qui donne un poids aux pays de la zone euro dans leurs négociations commerciales.

CONCLUSION

Synthèse : les variations de l'euro affectent l'économie française mais elles sont limitées par l'appartenance à la zone euro.

Ouverture (*facultative et valorisée simplement si elle apporte une réflexion supplémentaire sur le sujet*).